

Les notes de cette édition sont reproduites intégralement en sous-titres ou en bas de page,
les notes en cours de texte ont été reportées en bas de page.

VILLES ET CAMPAGNES DANS LA RÉVOLUTION ITALIENNE (1)...

1- Le Parti communiste veut la dictature des ouvriers sur les paysans, des villes sur les campagnes. Il veut édifier un État où les ouvriers garderont la prééminence sur l'ensemble de la classe paysanne, comme le dit le testament de Lénine. Un tel État devrait, malgré les accommodements imposés par la situation, se proclamer propriétaire des terres, créer ou faciliter d'un côté le processus de prolétarianisation des petits propriétaires, de l'autre la production agricole communiste. Étant donné que plus de la moitié de la population italienne (près de 18 millions d'individus, suivant l'hypothèse de Coletti, sur les 34,8 millions d'habitants du recensement de 1911) appartient à l'agriculture; étant donné que 28% des travailleurs (recensement industriel de 1911) sont occupés dans les industries utilisant des denrées agricoles; étant donné que la valeur de la production agricole dépasse de loin la production manufacturière (l'industrie de la volaille, par exemple, fournit à l'Italie un milliard de lires, c'est-à-dire plus du double de l'industrie minière); étant donné qu'un État ouvrier ne serait en réalité qu'un régime de commissaires, la domination d'une bureaucratie pléthorique; étant donné que la prédominance politique des ouvriers signifierait protectionnisme industriel, répartition fiscale inégalitaire entre Nord et Sud aux dépens du second; étant donné que le gouvernement communiste commettrait l'erreur très grave de mettre en place un interventionnisme uniforme et coercitif; nous, anarchistes, nous devons opposer à l'industrialisme marxiste-bolchevique une orientation rurale; nous devons nous opposer à toute déviation hégémonique des organes représentatifs des classes ou catégories, aussi bien ouvrière qu'agraire; nous devons trouver parmi les paysans les partisans de la lutte contre un gouvernement centralisateur et jacobin.

(1) Publié dans *La Lotta Umana*, Paris, du 8 et du 22 mars 1928. L'article est suivi d'une note de Catilina (Luigi Fabbri), rédacteur du journal. Nous reproduisons ici la présentation de cet article faite par Masini dans son recueil de textes de Berneri: *Pietrogrado 1917, Barcellona 1937*. Berneri avait déjà traité ce sujet dans une série d'articles parus dans *Umanità Nova* (Rome) en 1921 et 1922; et pendant la révolution espagnole il y reviendra dans les colonnes du journal *Tierra y Libertad*, en élaborant de nouveau et en amplifiant le texte ici reproduit. De la version espagnole nous avons trouvé opportun de reproduire la conclusion, qui tient compte aussi de l'expérience catalane (*Tierra y Libertad*, 25 mars 1931):

«En traitant ce sujet en 1933 dans "Revista Blanca", après m'être prononcé pour l'emploi de l'argent dans les échanges entre villes et campagnes, j'écrivais: "Bien sûr, un système d'échanges entre les produits, les services et les moyens de transport est toujours possible comme partie intégrante du système d'achat et de vente. Si les mairies et les syndicats où les uns et les autres ensemble étaient les organes intermédiaires entre petits propriétaires ruraux et coopératives agricoles et entre celles-ci et les ouvriers des industries, ils pourraient faciliter l'échange sans argent. Voilà un exemple: une mairie qui a organisé la production du pain veut se procurer du blé. Elle s'adresse aux paysans en leur offrant, en échange du blé, et en proportion, les services d'une coopérative de construction qui, à son tour, recevra de la municipalité le matériel nécessaire aux constructions. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini.

A cette époque un aspect central du problème m'avait échappé: l'harmonie entre les prix des produits manufacturés et la possibilité ou la volonté des paysans de les acquérir. L'échange de marchandises entre la ville et la campagne est une formule idéale mais pas toujours réalisable. Cela constitue un des points faibles de l'économie socialiste et a été, au cours de la révolution russe, un des principaux facteurs du passage de la S.E.P. (politique économique socialiste) à la N.E.P. (nouvelle politique économique). La soudure entre économie urbaine et rurale est beaucoup plus difficile que ce que les socialistes supposent ou déclarent qu'elle est. Le refus des paysans catalans des propositions d'échange faites par le syndicat du bois en est un exemple typique. Les paysans ont, en général, besoin de semences, d'engrais chimiques, de machines agricoles et c'est seulement plus tard, après le redressement de leur économie et une certaine évolution psychologique, qu'ils peuvent avoir besoin d'objets de confort, d'esthétique et de goût plus raffiné. L'économie urbaine doit répondre le plus possible aux possibilités et aux préférences d'achat des paysans si on veut empêcher qu'un antagonisme entre villes et campagnes ne survienne.

En U.R.S.S. un écart se creuse entre les prix agricoles et ceux de l'industrie en provoquant et perpétuant les conflits d'intérêts entre villes et campagnes, conflits qui constituent le noyau de toutes les variations de la politique économique des bolcheviks et qui expliquent presque tous les aspects des luttes politiques internes...

Je connais assez peu l'Espagne et je ne suis pas prophète. Je peux donc avoir exposé beaucoup de points de vue complètement superflus, aujourd'hui comme demain, pour les camarades espagnols. Je pense cependant qu'il n'a pas été inutile d'esquisser le problème des relations entre villes et campagnes étant donné que ce problème s'impose à notre attention sous des aspects non pas graves mais tels qu'ils nécessitent un examen des plus larges et une élaboration des plus méticuleuses. Je laisse cette tâche aux camarades compétents puisque je ne suis pas un économiste».

Dans les conflits entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, nous devons accomplir une œuvre d'équilibre, de pacification, d'entente. Par souci d'être plus à gauche que tous, nous ne devons pas seconder le *Parti communiste* dans ses erreurs extrémistes. Le *Parti communiste* tout en faisant machine arrière sur le terrain économique, profiterait de notre collaboration insurrectionnelle et expropriatrice pour construire et raffermir sa propre dictature.

2- Le premier antagonisme entre villes et campagnes, celui qui me paraît le plus probable et le plus grave, se manifeste sur le terrain de l'approvisionnement. Les paysans ne voudront pas fournir les produits de la terre s'il ne sont pas certains d'en tirer un gain sûr et adéquat. Le gain adéquat sera, bien sûr, le plus grand gain possible, vu que l'isolement de l'Italie révolutionnaire et la forte diminution des importations de denrées alimentaires qui s'ensuivra créeront un grand besoin, surtout en ville, de produits agricoles.

Par contrecoup, deux tendances se feront jour en milieu urbain: l'autoritaire et la libre-échangiste. La première sera favorable à l'*ukaze*, à la réquisition, etc..., la deuxième voudra résoudre le problème de façon tout à fait pacifique. Voyons si la première tendance a des chances de réussite. Les révolutions passées nous offrent différents exemples: le gouvernement révolutionnaire français de 1793 employa la méthode forte avec des résultats désastreux. Le 11 septembre 1793, la Convention décrète que la vente des grains doit avoir lieu exclusivement sur les marchés; les marchés de grains se vident entièrement. Les denrées deviennent rares et chères: la Convention baisse par décret (le 29 septembre) les prix de détail, croyant que la vente en gros s'alignerait sur les prix les plus bas sous peine d'asphyxie; au contraire, la vente en gros cesse et les magasins se vident. Le 11 avril 1794, le *Comité de Salut public* ordonne la réquisition d'un cochon sur huit, l'éleveur est tenu de garder l'animal réquisitionné, de le nourrir jusqu'à ce qu'il ait atteint le poids maximal. On recense, on marque, on organise le paiement, on concentre, on abat, on sale à grand renfort de circulaires, d'inspecteurs et d'agents. Quelques mois plus tard, quand le commissaire se présente pour la livraison, il réquisitionne un cochon squelettique qui n'a que la peau sur les os. L'éleveur, obligé de vendre à bas prix, a épargné sur la nourriture.

Si, en 1793, la campagne affama les grandes villes, ce n'est pas à cause d'une baisse de la production de céréales mais plutôt parce que les campagnards ne voulaient pas vendre leur pain contre des assignats, papier monnaie mis en circulation par la Convention et qui n'avait aucune valeur face à l'or. Ils gardaient les céréales en attendant une hausse des prix et une monnaie en or. Les mesures rigoureuses de la Convention visant à forcer les accapareurs à vendre leur blé, les condamnations à mort et les exécutions n'ont pas pu mettre fin à cette pratique. Les commissaires de la Convention firent guillotiner un nombre toujours croissant d'accapareurs et le peuple en pendit aux lampions des rues toujours davantage, mais le blé resta dans les magasins et se planqua dans les cachettes, et les villes continuèrent à souffrir de la disette.

Et il ne faut pas croire que seuls les campagnards bourgeois se refusaient à vendre leurs denrées, les travailleurs de la terre s'y opposaient aussi, puisqu'en échange du fruit de leurs peines on leur offrait des assignats dont la valeur baissait de jour en jour. Kropotkine commenta ainsi ce fait: «*Tant qu'on offrira à l'agriculteur un bout de papier sans valeur, qu'on l'appelle assignat ou bon de valeur, les choses iront toujours de la même façon. Les denrées resteront à la campagne et manqueront à la ville, dût-on pour cela recourir de nouveau à la guillotine ou aux noyades*».

La révolution russe nous offre un exemple plus récent des effets désastreux de la politique de réquisition. La prévision énoncée dans *La Conquête du pain*: «*Dès que la révolution éclatera, l'agriculteur russe gardera le pain pour lui-même et pour sa famille*», s'est entièrement vérifiée. Et la grande croisade du ravitaillement menée par le gouvernement bolchevique a été une des causes des graves difficultés dans lesquelles la reconstruction économique de la Russie s'est débattue et se débat encore; les bolcheviks eux-mêmes ont reconnu leurs erreurs, mais trop tard. Le bolchevik Ivanov, au *Congrès provincial des soviets* qui se tint à Moscou en 1919, présenta un rapport (voir *La Pravda* n°105 du 14 mai) où il démontrait «*l'imperfection des mesures prises pour le ravitaillement*». Bien que dans un délai de temps très bref 30.000 hommes aient été envoyés en brigades de ravitaillement, les résultats de ces expéditions furent désastreux. Bon nombre de chefs de détachement, presque tous officiers de l'ancien régime, s'adonnèrent aux plus louches spéculations, certains abandonnèrent leurs unités, et les survivants, quelques milliers d'ouvriers, se dispersèrent en différents districts pour réprimer les révoltes de paysans.

Les résultats tangibles de cette politique de réquisition furent qu'en 1918, il n'y eut que 10 millions de «*pouds*» (*) de blé recueillis en dix mois (discours du commissaire Svidersky dans *Commune du Nord* du

(*) Environ 1,64 tonne. (Note A.M.).

4 avril, n°73). Les effets négatifs, sensibles dès fin 1918, furent déplorables. Les paysans, terrorisés par les brigades de réquisition, semèrent une moindre quantité de blé. Ainsi, pour les 28 provinces russes, la superficie des terres cultivées baissa de 37 à 32 millions de «*déciatines*» (*), soit une perte de 170 millions de pouds de blé et de son (voir *Vie économique*, 1919, n° 54).

En plus, la détérioration des machines agricoles, l'absence de bétail et de semences, etc..., firent que la récolte fut encore moindre. Par exemple, la province de Tambov, qui fournissait un surplus moyen de 20 millions de pouds de blé, fut frappée par la disette (*Izvestia* n°417); la tentative de mettre sur pied des fermes qui produiraient du lait amena à commettre d'autres erreurs dans la politique de réquisition. Par ordre du comité exécutif, on procéda à une importante réquisition de vaches, mais, la section agricole n'ayant pas été prévenue à temps, on ne prépara ni locaux ni fourrage, de sorte que la plupart des vaches réquisitionnées périrent de froid et de faim (*Golos Trudovogo Khristianstva* (**) n°56, du 15 mars). La réquisition du bétail pour le ravitaillement de l'armée fit aussi beaucoup de tort aux fermes productrices de lait; la réquisition fut excessive, comme le montrent ces données: réquisition de 80% des chevaux, de 58% des bœufs, de 75% du bétail laitier (*Vie économique*, 4 mars 1919).

Face aux résultats de tels systèmes, un changement radical dans la politique de réquisition apparut nécessaire. A la conférence des syndicats ouvriers de Moscou, début mars 1919, on rapporta que l'expérience avait prouvé qu'il était absurde d'envoyer dans les villages des brigades de réquisition et qu'il était nécessaire de convaincre les paysans, non pas avec les baïonnettes, mais avec la persuasion. Le rapport se terminait ainsi: «*Les brigades de réquisition ne pourront pas seules sauver la situation. C'est toute la politique qui doit être changée radicalement. Le résultat de la politique actuelle est la disparition des vivres dans les localités reconquises, où avant on ignorait la faim*» (*Vie économique*, 4 mars 1919).

Vu que la politique de réquisition ne réussissait pas par la violence, le gouvernement bolchevique se mit à acheter les produits agricoles. Mais il fit une nouvelle erreur, celle de les payer trop peu: les prix fixés pour le blé, par exemple, furent légèrement augmentés par rapport à ceux d'avant la révolution, alors que les prix des produits industriels avaient été multipliés par 30 ou 40 (*Izvestia* n°443). Le bolchevik Arsky confesse dans les *Izvestia* (ibid.) que «*ce qui frappe le plus est la disproportion entre les prix fixés pour le blé, qui datent déjà puisqu'ils ont été établis bien avant le coup d'État d'Octobre, et les prix très élevés fixés pour les produits industriels*». Du rapport de la centrale du lin publié par *Vie économique* (n°56 du 14 mars 1919), il résulte que la récolte de lin de l'année 1918 pour l'ensemble de la Russie a été de 10 millions de pouds mais que la centrale du lin ne put en recueillir plus de 850.000, et les autorités soviétiques en acheter plus de 70.000. La faiblesse de la récolte du lin s'explique comme celle du blé: par les prix trop bas. Résultat: 9 millions de pouds de lin restèrent dans les campagnes. Les bolcheviks hongrois commirent la même erreur que les russes. Au lieu d'émettre dès le début des billets à eux, le *Commissaire aux finances* émit des billets de la *Banque austro-hongroise* qui furent déclarés faux à Vienne. Les paysans refusèrent de les accepter en paiement. Le papier de mauvaise qualité et imprimé d'un seul côté les rendit méfiants et ils préférèrent l'argent «*bleu*» à l'argent «*blanc*». Une des raisons capitales de la défaite de l'*Armée rouge* fut les difficultés d'approvisionnement, et Budapest, seul grand centre révolutionnaire, se trouva isolée et affamée.

3- En écrivant sur la révolution italienne, Carlo Molaschi (*Pensiero e Volontà*, 1^{er} janvier 1925) concluait ainsi sur la politique des réquisitions: «*Par la réquisition, on arriverait à grappiller 20 ou 30 millions de denrées, mais après? Car il ne s'agit pas seulement de recueillir et de distribuer les produits existants, il faut aussi travailler la terre intensivement de façon à obtenir des rendements supérieurs à ceux du passé... D'ailleurs les paysans, exaspérés par les réquisitions, déçus et mortifiés, se vengeront en semant peu et mal, en produisant seulement le peu qui est nécessaire à leurs familles, et il n'y aura pas de garde rouge courroucé ni de fusil ni de mitrailleuse qui pourra faire naître un brin d'herbe de plus que ceux que les paysans voudront bien faire pousser. La crise débouchera ainsi sur une horrible guerre civile et sur une disette qui tueront la révolution victorieuse. On paiera avec des assignats, conseillent certains, on apportera les produits manufacturés de la ville à la campagne, ajoutent d'autres. Beaux raisonnements, quand ils sont faits autour d'une table, en croyant que tout ira pour le mieux. Mais les assignats pour les paysans ne pourront être que du vieux papier et les produits manufacturés une inconnue*».

Errico Malatesta, Luigi Fabbri et d'autres ont exprimé des opinions et des préoccupations analogues. Kropotkine, dans *La Conquête du pain*, propose la solution suivante: échange de produits manufacturés contre produits agricoles. A juste titre, Molaschi trouve cette solution peu satisfaisante, dans un premier

(*) Environ 1,1 hectare. (Note A.M.).

(**) Littéralement: *La voix du christianisme ouvrier*. Inconnu chez *Anti.mythes*.

temps. En effet, il paraît évident que dans l'échange la valeur des produits industriels est proportionnelle au besoin. Kropotkine écrivait en pensant au lumignon fumeux à remplacer par la lampe à pétrole, à la bêche à remplacer par la charrue, etc... Aujourd'hui, le paysan a un besoin relatif de machines agricoles qui, pour certains terrains et cultures, ne sont pas utilisables; il possède déjà beaucoup d'objets de confort et ne ressent pas le besoin d'en avoir beaucoup d'autres. Peu de paysans échangeraient du blé contre une machine pour peler les pommes de terre ou une baignoire ou une radio. Avant que les besoins des paysans ne s'accroissent et ne se diversifient, avant que l'industrie n'abandonne la production de luxe pour le travail utile, beaucoup de temps doit s'écouler.

Les paysans, donc, devraient être payés avec de l'argent, en espèces sonnantes et de valeur reconnue. Le papier-monnaie ayant une valeur nulle ou très faible et l'or servant au peu d'achats qu'on pourra faire à l'étranger, ce problème devient très difficile à résoudre. Je pense que, dans les grandes lignes, il doit être possible de limiter le problème de l'achat des produits agricoles avec de l'argent par un système d'échanges en nature, en travail et en moyens de transport. Voici des exemples: la commune de Milan achète aux paysans d'un village des Pouilles 100 tonnes de raisin. Une fois le prix fixé, les vendeurs prennent en compte l'offre d'échange de produits déterminés en en déduisant le prix en papier-monnaie. Le conseil des chemins s'offre à transporter le raisin contre une rémunération en nature. Un paysan veut construire un mur de refend, une commune rurale veut construire un remblai, rien n'empêche que la coopérative de construction puisse être en partie rémunérée en nature. Ces échanges permettant une forte réduction de la circulation monétaire, le problème des rapports économiques entre villes et campagnes se trouverait atténué et beaucoup de difficultés seraient dépassées.

4- Les anarchistes des villes devraient, à mon avis: refuser de prendre part aux expéditions de réquisition forcée; entraver de telles expéditions; répandre l'idée qu'il est nécessaire de rester dans les bonnes grâces des paysans; revendiquer l'autonomie des initiatives rurales sur le terrain coopératif ou communal; revendiquer la pleine égalité entre citadins et ruraux dans les mécanismes électoraux (des conseils, des communes, etc...); avancer des solutions de tolérance et d'agrément au problème des approvisionnements urbains et militaires.

Les anarchistes des campagnes devraient: aider les paysans à repousser les expéditions de réquisition forcée, à moins qu'elles ne soient dirigées contre de gros propriétaires encore en place; répandre l'idée qu'il est nécessaire que les paysans s'entendent avec les ouvriers et les techniciens des villes, afin d'éviter le retour à l'ancien régime et de développer le bien-être général; défendre l'autonomie des initiatives rurales et les pousser à se fédérer entre elles et avec celles des villes; commencer à essayer de faire des échanges sans monnaie.

Les anarchistes pourront compter sur une immense force s'ils emportent l'adhésion des paysans de l'Italie du Sud en œuvrant dans un sens autonomiste et en critiquant la centralisation étatique dans ses aspects administratifs et économiques. La centralisation communiste signifierait parasitisme bureaucratique, développement anti-économique d'industries artificielles, inégalité fiscale et politique entre Nord et Sud. Les fanatiques de l'industrie, ceux qui réduisent l'Italie à Milan et à Turin, ne pourraient pas grand chose contre des bandes de partisans, que des anarchistes intelligents et pleins de bonne volonté pourraient rassembler dans toute l'Italie méridionale. Mais cette question demande de la place et je ne veux pas en abuser. Je le traiterai une autre fois.

Camillo BERNERI.
